

***Aide française de 10 millions d'euros aux Territoires palestiniens et de 10 millions d'euros pour l'usine de dessalement de Gaza (13 mars 2012)***

Comme le Premier ministre l'a annoncé le 12 mars 2012 à son homologue palestinien M. Salam Fayyad, lors de leur entretien en marge du Forum mondial de l'eau à Marseille, la France a décidé de transférer dix millions d'euros d'aide budgétaire à l'Autorité palestinienne. Cette aide vient s'ajouter aux neuf millions d'aide budgétaire récemment versés au Trésor palestinien, via la Banque Mondiale, au titre de l'année 2011.

Cette aide est le signe de la confiance que nous accordons à l'Autorité palestinienne dans son remarquable travail de réformes et de transparence, que nous saluons. Les résultats de cette entreprise permettent aujourd'hui d'affirmer que l'Autorité palestinienne est prête à devenir un Etat fonctionnel et viable. La France, qui aura versé 105 millions d'euros à l'Autorité palestinienne pour la seule aide budgétaire depuis la conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien organisée à Paris en décembre 2007, est fière de soutenir ces efforts.

La France saisit cette occasion pour appeler l'ensemble des donateurs à l'Autorité palestinienne, notamment les Etats-Unis et les pays du Golfe, à se remobiliser et soutenir davantage l'Autorité palestinienne, à l'heure où celle-ci connaît une situation financière très délicate.

Israël doit également aider l'Autorité palestinienne à augmenter ses recettes propres et diminuer sa dépendance à l'aide extérieure, notamment en mettant en œuvre dès maintenant l'accord conclu l'été dernier visant à améliorer la collecte des droits et taxes perçus pour le compte de l'Autorité palestinienne, mais aussi en facilitant de manière déterminée le développement économique, tant en Cisjordanie qu'à Gaza.

Le Premier ministre a également annoncé à M. Salam Fayyad que la France contribuerait à hauteur de dix millions d'euros au projet d'usine de dessalement de Gaza. Ce projet revêt une importance particulière, à la fois parce qu'il permettra d'améliorer significativement la situation des habitants de Gaza, où la question de l'eau est cruciale, et aussi car il s'agit du premier projet labellisé par l'Union pour la Méditerranée.